



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 141 – 3^{ème} trimestre 2009

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>12</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>14</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>14</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	15
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	17
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 Taux réglementés	20
6.2 Principaux taux de marché	20
6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	20
6.4 Taux de l'usure	20
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 Emission mensuelle de billets euros	21
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	21

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

La période de forte contraction de l'activité semble toucher à sa fin au troisième trimestre 2009 et les prévisions de croissance des grandes économies mondiales indiquent que la reprise s'affermirait. Après cinq trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut, la zone euro enregistre une hausse de 0,4% de son PIB par rapport au trimestre précédent et le PIB américain en volume a augmenté de 2,8% en termes annualisés. La fin du processus de déstockage des entreprises relance la production et le commerce mondial, tiré par certains pays émergents, renoue avec la croissance. Les anticipations en matière d'inflation à moyen et long termes indiquent un retour à la hausse des prix mais à des rythmes contenus, respectant l'objectif cible de la BCE « sous mais proche de 2% ». Néanmoins, la volatilité des statistiques souligne la vulnérabilité de la reprise économique. Les taux de chômage des grandes économies demeurent à des niveaux élevés et il subsiste un risque que la reprise s'essouffle quand les effets des politiques de relance, ponctuelles, s'estomperont.

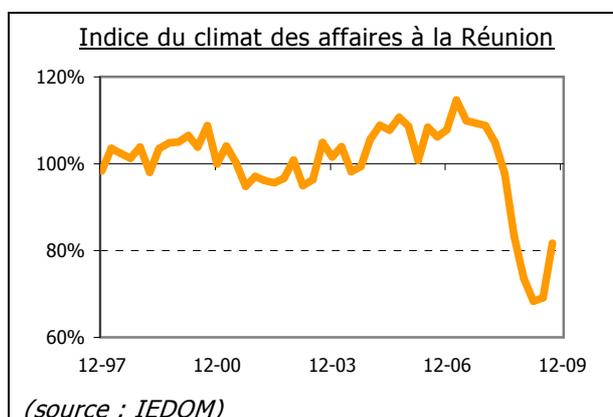
En termes de politique monétaire, les banques centrales ont laissé inchangés leurs principaux taux directeurs à des niveaux particulièrement bas, entre 0 et 0,25% pour la Réserve fédérale américaine, 1% pour la Banque centrale européenne et 0,1% pour la Banque centrale du Japon. Afin d'appuyer les besoins de liquidité du système bancaire, la Banque centrale européenne a lancé le 30 septembre 2009 une seconde opération de refinancement à un an (sur les trois prévues pour l'année 2009), au taux de 1%. Signe que le marché interbancaire a retrouvé une certaine autonomie par rapport à la Banque centrale européenne, la demande des banques, qui avait atteint 442 milliards lors de la première opération en juin dernier, a fortement baissé dans le cadre de cette seconde intervention, le montant alloué en septembre s'établissant à 75 milliards d'euros. La plupart des grands établissements bancaires européens ont enregistré d'importants bénéfices au troisième trimestre grâce à la bonne tenue de leurs activités de banque de détail et au dynamisme de leurs activités de banque de financement et d'investissement avec la forte reprise des marchés financiers. Les banques françaises ont presque toutes initié le remboursement des prêts, de 19,8 milliards d'euros, consentis par l'Etat français par l'intermédiaire de la Société de prise de participation de l'Etat en décembre 2008.

Du point de vue des marchés, les signaux de reprise se sont traduits par un rebond des grandes places boursières et des cours mondiaux des matières premières. La faiblesse du dollar (dont la

valeur n'a cessé de se déprécier sur le troisième trimestre 2009, le cours euro/USD passant de 1,41 à 1,46) est pour partie à l'origine de la hausse des prix des matières premières et en particulier des cours du pétrole et de l'or, par un mécanisme de "carry trade" (les agents s'endettant massivement en dollar pour acquérir des matières premières, contribuant à exercer une pression à la hausse sur leur cours). Le prix du baril de pétrole a ainsi enregistré une augmentation notable : descendu à 60 USD en juillet, il s'établissait entre 70 et 75 USD courant octobre, avant d'atteindre près de 80 USD début novembre. Le cours de l'or a également suivi cette tendance haussière, dépassant 1.100 USD l'once en novembre.

La mauvaise orientation de la conjoncture économique réunionnaise se traduit par le ralentissement de l'activité bancaire

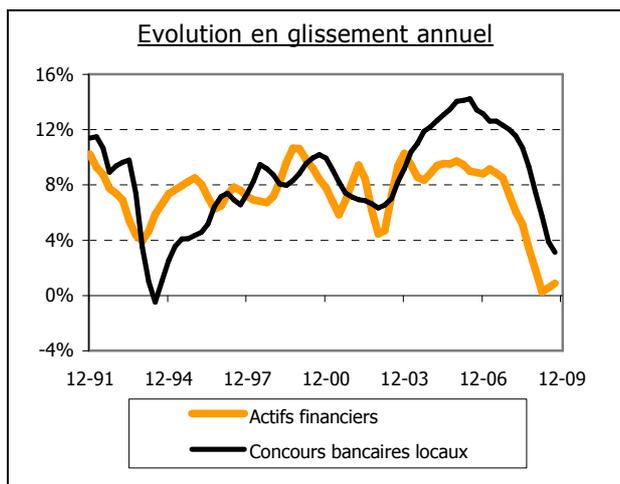
La situation économique de La Réunion demeure mal orientée, mais les chefs d'entreprise participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM perçoivent une légère amélioration au troisième trimestre. Le solde d'opinions relatif à l'activité demeure négatif mais à un niveau moindre qu'au deuxième trimestre. Confirmant cette tendance, l'ICA se redresse légèrement et poursuit la timide remontée enregistrée lors du trimestre précédent. Il demeure cependant bien inférieur à sa moyenne longue période.



Bénéficiant notamment de la reprise des valorisations sur les places boursières, l'épargne collectée par le système bancaire se redresse au troisième trimestre 2009, s'inscrivant en hausse de +2,8% d'un trimestre sur l'autre (+1,4% en glissement annuel).

A l'inverse, la faiblesse de l'activité économique se répercute sur les encours de crédit dont la progression en glissement annuel continue de ralentir, s'inscrivant même en baisse entre le deuxième et le troisième trimestre (-0,5% entre juin et septembre 2009). Sur douze mois, les encours de crédit consentis ne progressent

désormais plus que de +1,8% à fin septembre 2009, contre +4,4% à fin juin.



Une légère reprise de l'épargne tirée par les placements longs des ménages...

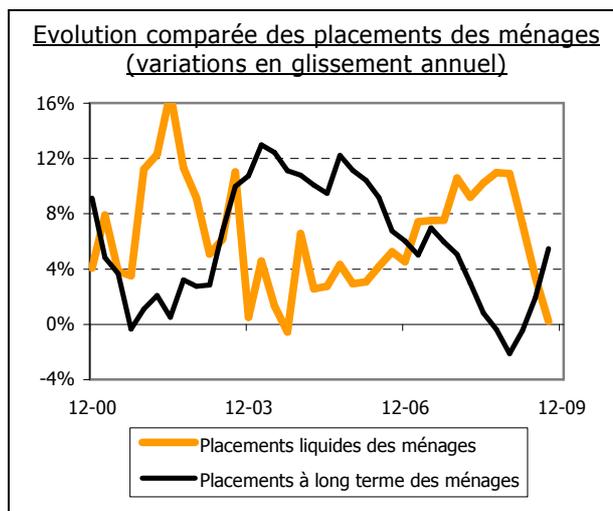
Les ressources collectées par les établissements de crédit progressent légèrement au troisième trimestre (+279 millions d'€ soit +2,8%), faisant suite à deux trimestres atones. Ce redressement concerne tout autant les entreprises (+116 millions d'€ soit +5,1%) que les ménages (+141 millions d'€ soit +1,9%). Néanmoins, en glissement annuel, la croissance de la collecte ralentit nettement (+1,4% contre +5,2% l'année précédente).

Les placements des **ménages** sont portés par les dépôts à vue, en hausse de 4,0% au cours du trimestre (+71 millions d'€) ainsi que l'épargne à long terme (+73 millions d'€ soit +2,4%), qui bénéficie des bons résultats des actions détenues en portefeuilles-titres (+18,2% sur le trimestre) mais également des autres titres détenus sous forme d'obligations, d'OPCVM ou d'assurance-vie, en lien avec la bonne tenue des places boursières au troisième trimestre 2009.

A l'inverse, les placements liquides des ménages, qui avaient été très bien orientés tout au long de l'année 2008 et au premier trimestre 2009 en raison des niveaux de rémunération attractif des comptes sur livrets et de l'aversion au risque des placements boursiers, s'inscrivent en recul sur les deux derniers trimestres. Ces placements pâtissent notamment d'un niveau de rémunération extrêmement faible - qu'ils soient à taux administrés ou libres - en raison de taux de marché tombés en dessous de 1% au cours des derniers mois.

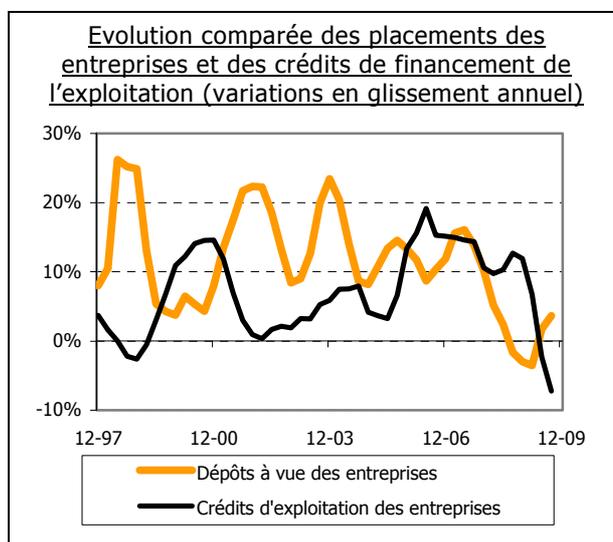
A titre d'exemple, les livrets A, qui avaient pourtant bénéficié début 2009 d'un regain d'intérêt du fait de l'extension de leur commercialisation à l'ensemble des banques (+120 millions d'€ de collecte supplémentaire au premier semestre 2009 soit +20,2%), s'inscrivent en baisse au troisième trimestre 2009 (-0,2%). La plus forte baisse concerne les dépôts à terme, en recul de -11,3% au troisième trimestre et de -32,3% sur les douze derniers mois.

Seuls les OPCVM monétaires s'inscrivent en rupture avec ce mouvement de désaffection (+23,8% sur le trimestre).



Après trois trimestres consécutifs de baisse, les placements financiers des **entreprises** se redressent, tirés notamment par la hausse des dépôts à vue (+11,5% par rapport à juin 2009) et de l'épargne longue (+8,3%). Cependant, à l'instar de ce qui est observé pour les ménages, les placements indexés sur les taux de marché s'inscrivent en recul, en raison de taux de rémunération insuffisants et, vraisemblablement, d'un arbitrage en faveur d'autres produits (à titre d'exemple les OPCVM monétaires progressent de +7,7% sur le trimestre).

Il peut être relevé qu'au troisième trimestre 2009, la hausse des placements à vue des entreprises est concomitante à une diminution de leurs encours de crédits d'exploitation. Une telle évolution a déjà été observée par le passé (voir graphique ci-dessous), notamment en 1998 et début 2002, ce qui peut laisser penser, dans un contexte de faible rémunération des placements à court terme, à un arbitrage des entreprises pour limiter leur recours aux financements d'exploitation.



... mais des encours de crédits à nouveau en recul

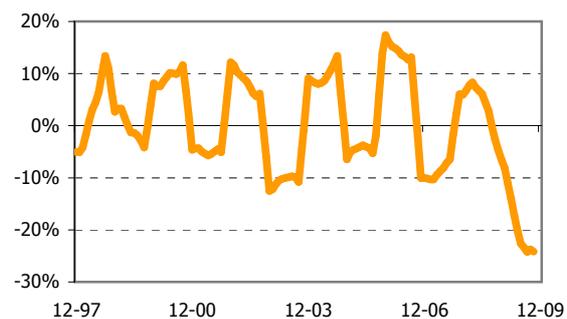
La diminution des encours de crédits concerne la **quasi-totalité des marchés** (l'exploitation et l'investissement des entreprises, la consommation des ménages ainsi que les collectivités), à l'exception des crédits immobiliers aux ménages. La mauvaise orientation de la conjoncture économique et la faible demande qui en résulte explique une part de cette évolution. En outre, dans un contexte de dégradation du risque, le retour à une certaine orthodoxie dans l'appréciation des demandes de financement se traduit par une plus grande rigueur de la part des établissements dans l'octroi de nouveaux crédits.

Dans le détail, le troisième trimestre 2009 enregistre une nouvelle baisse des crédits d'investissement consentis aux **entreprises**, en recul de 0,7% entre juin et septembre 2009 (après -1,7% au trimestre précédent), qui peut s'expliquer par l'absence de redressement des investissements des entreprises dans une conjoncture économique encore dégradée. Sur les douze derniers mois, leurs encours s'établissent toutefois encore en hausse de +0,6% (à rapporter à une croissance de +7,7% un an auparavant).

Les crédits d'exploitation des entreprises s'inscrivent également de nouveau en recul entre juin et septembre 2009 (-6,1%), pour le troisième trimestre consécutif après -1,5% au deuxième trimestre et -7,2% au premier trimestre. Contrairement au deuxième trimestre où la baisse touchait les financements dits « en blanc » (crédits de trésorerie et comptes ordinaires débiteurs), la diminution enregistrée ce trimestre concerne également certains crédits « causés » (mobilisation de créances commerciales).

Le financement de la consommation des **ménages** s'inscrit également en recul à hauteur de -0,6% au troisième trimestre 2009, pour le quatrième trimestre consécutif après -1,7% au deuxième trimestre 2009 et -1,6% au premier trimestre. Ce recul s'explique toujours par une faible consommation des ménages et notamment des ventes de véhicules automobiles durant la période concernée.

Evolution des ventes annuelles de véhicules neufs à la Réunion (en glissement sur douze mois)



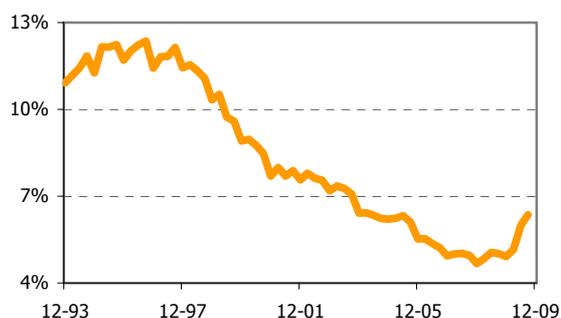
(source : Statistiques Sorefi)

Le financement de l'habitat des ménages constitue le seul segment dont l'encours ne diminue pas. Cependant, la progression ralentit au troisième trimestre, (+0,4% entre juin et septembre 2009, après +0,9% au deuxième trimestre), en lien avec l'atonie du marché de l'immobilier. Sur les douze derniers mois, la progression des encours de crédits immobiliers en faveur des ménages s'établit à +3,9% à fin septembre 2009 contre +9,0% un an auparavant.

Fort accroissement des créances douteuses et des indicateurs de défaillance

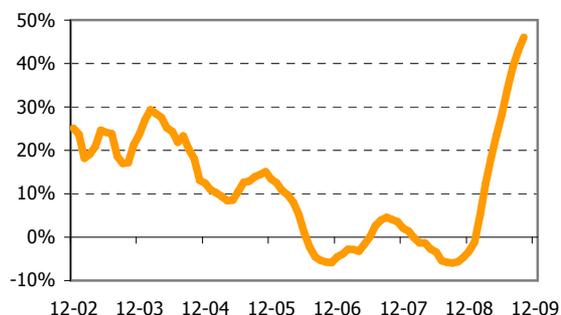
Les **créances douteuses** brutes continuent de progresser fortement au 30 septembre 2009. Elles s'établissent à 793 millions d'€, en hausse de +5,5% sur le troisième trimestre 2009 et de +29,1% sur les douze derniers mois. Le taux de créances douteuses brutes de la place s'établit désormais à 6,4% des encours totaux de crédit contre 6,0% à fin juin et 5,2% à fin mars.

Taux de créances douteuses à la Réunion



Les provisions sur créances douteuses augmentent de +2,6% sur le troisième trimestre 2009 (à 491 millions d'€) tandis que les créances douteuses nettes s'accroissent de +10,6% (à 303 millions d'€) sur la même période.

Evolution du nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la commission



La dégradation continue de la qualité du risque de crédit, liée à la crise économique actuelle, se traduit notamment par la mauvaise orientation des indicateurs de vulnérabilité des entreprises (progression des impayés sur effets des entreprises de +13,1% en cumul à fin novembre 2009 par rapport à la période similaire de l'année

précédente) et des ménages (hausse du nombre de chômeurs de +22,9% en glissement annuel à fin octobre 2009 et croissance des dossiers de surendettement de +53% en cumul à fin octobre).

Toutefois, comme mentionné lors du précédent Bulletin de conjoncture financière et bancaire, la rapide montée du taux de créances douteuses doit être relativisée du fait de la situation financière toujours solide de la majeure partie des établissements de crédit locaux, qui bénéficiaient de portefeuille de crédits sains lorsque la crise actuelle s'est déclarée.

Une conjoncture en légère amélioration fin 2009

Les dirigeants des établissements de crédit, interrogés dans le cadre de l'enquête trimestrielle d'opinions, anticipent un quatrième trimestre relativement bien orienté en matière de collecte d'épargne et de production de crédit, notamment en ce qui concerne les crédits à la consommation et d'exploitation. A l'inverse, la production de crédits d'équipement des entreprises demeurerait stable et le financement de l'habitat des particuliers serait en recul par rapport au troisième trimestre.

Les dirigeants d'établissements anticipent une stabilisation de l'activité pour le premier trimestre 2010 dans l'ensemble des compartiments du crédit.

Selon eux, la rentabilité des établissements de crédit se serait dégradée au quatrième trimestre 2009 après le léger redressement observé au trimestre précédent. L'évolution du coût du risque est notamment perçue très négativement. Le premier trimestre 2010 est attendu dans la continuité.

Des taux de crédits aux entreprises orientés à la baisse

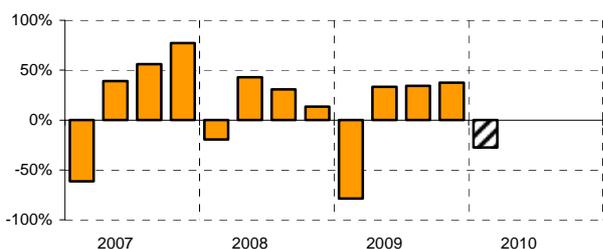
Les taux d'intérêt sur le marché monétaire européen sont demeurés à de bas niveaux tout au long des troisième et quatrième trimestres 2009, pour certains très largement en dessous des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne, qui s'établissent à 1% depuis le 13 mai 2009.

La dernière enquête réalisée par l'IEDOM, au mois de juillet 2009, a fait apparaître une répercussion partielle sur le coût du crédit aux entreprises, dont le taux moyen s'établissait à 5,53% contre 6,36% au début de l'année 2009.

Cette baisse de 83 points de base du coût du crédit aux entreprises entre janvier et juillet 2009, qui fait suite à une précédente baisse de 112 points de base le semestre précédent, laisse néanmoins apparaître un écart croissant avec les taux de marché.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

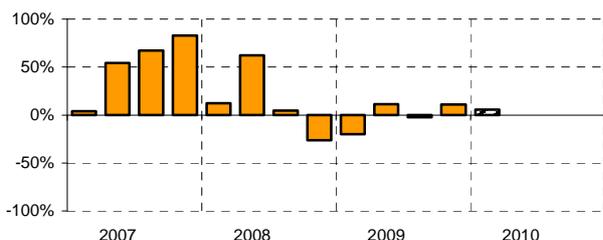
Tendance des dépôts collectés



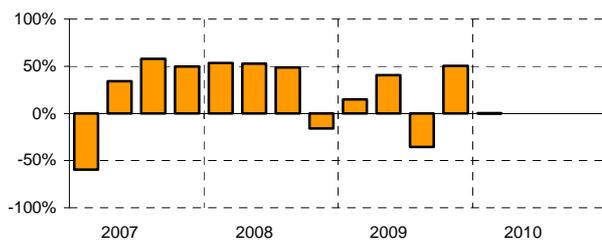
**Soldes d'opinions (bruts) des dirigeants
Réalizations du quatrième trimestre 2009
Prévisions pour le premier trimestre 2010**

Etablissements interrogés : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Oceor Lease Réunion, Réunionbail, Cmoi, Crcmmom, Cfb, Fortis Oi, Natixis Factor, Cga et Banque Postale.

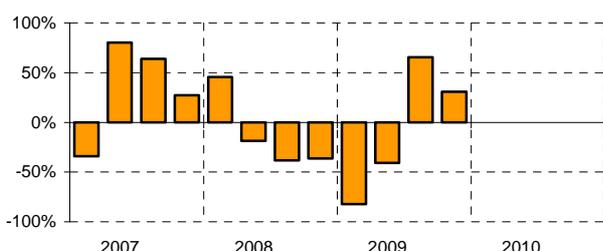
Production de crédits d'équipement aux entreprises



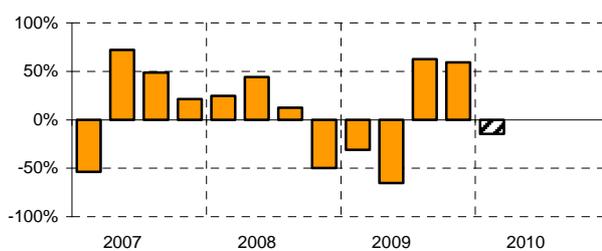
Production de crédits d'exploitation aux entreprises



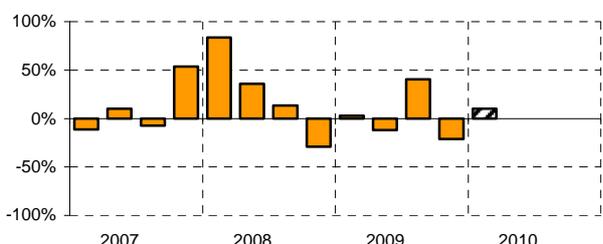
Production de crédits à l'habitat des particuliers



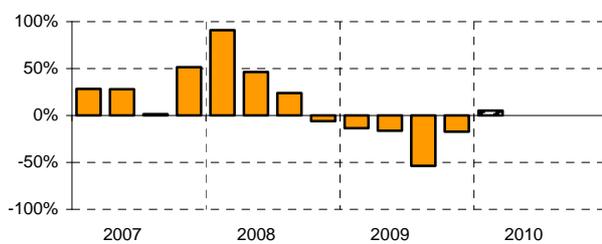
Production de crédits à la consommation (particuliers)



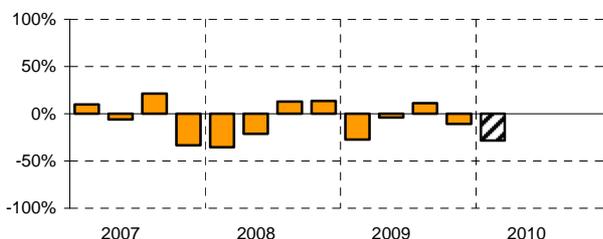
Tendance du produit net bancaire



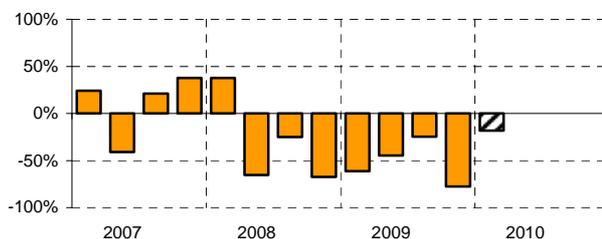
Tendance des commissions prélevées



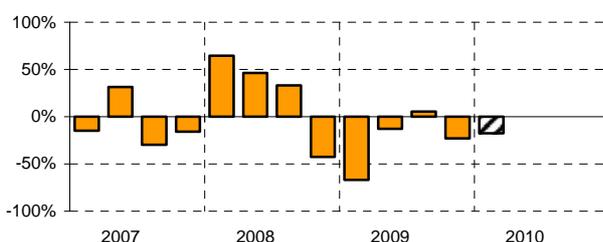
Tendance des charges d'exploitation bancaires



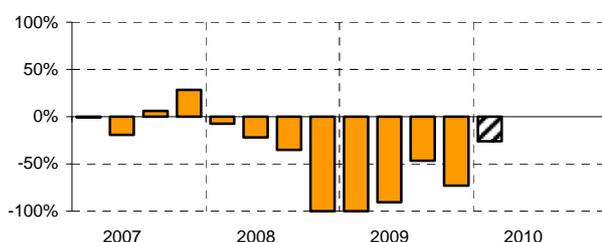
Tendance du coût du risque



Tendance du résultat net



Tendance de l'environnement économique



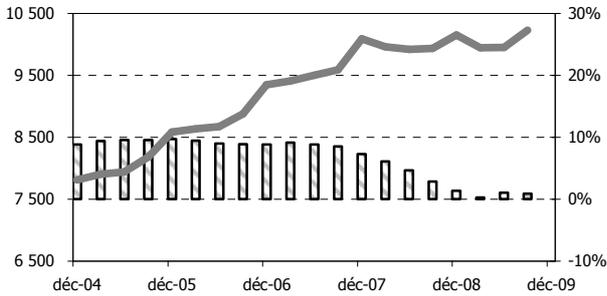
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	1 an	1 trim
Sociétés non financières	2 219,305	2 537,012	2 400,906	2 321,889	2 458,440	2 399,730	2 249,722	2 223,991	2 338,501	-4,9%	5,1%
Dépôts à vue	1 082,372	1 275,260	1 094,065	1 075,837	1 082,275	1 189,064	1 070,251	1 057,544	1 179,658	9,0%	11,5%
Placements liquides ou à court terme	941,700	1 074,717	1 125,081	1 060,594	1 047,411	1 032,567	1 009,984	984,204	961,498	-8,2%	-2,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,230	0,929	0,941	0,804	0,688	0,719	0,674	0,729	1,337	94,3%	83,4%
Placements indexés sur les taux de marché	940,470	1 073,788	1 124,140	1 059,790	1 046,723	1 031,848	1 009,310	983,475	960,161	-8,3%	-2,4%
<i>dont comptes à terme</i>	336,333	346,048	396,634	374,553	396,379	397,492	378,404	413,084	379,340	-4,3%	-8,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	301,624	327,073	304,964	271,756	257,922	212,843	235,383	246,397	265,483	2,9%	7,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	419,414	393,424	323,245	314,188	-19,7%	-2,8%
Epargne à long terme	195,233	187,035	181,760	185,458	328,754	178,099	169,487	182,243	197,345	-40,0%	8,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	65,426	57,693	53,269	49,773	41,363	36,753	31,509	31,376	32,271	-22,0%	2,9%
Ménages	6 921,239	7 097,805	7 084,581	7 162,193	7 187,317	7 276,917	7 231,435	7 284,692	7 426,156	3,3%	1,9%
Dépôts à vue	1 742,577	1 846,647	1 757,023	1 793,862	1 774,568	1 842,779	1 746,078	1 777,168	1 848,103	4,1%	4,0%
Placements liquides ou à court terme	2 235,358	2 266,795	2 363,371	2 405,706	2 480,508	2 513,648	2 534,675	2 487,968	2 485,367	0,2%	-0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 818,918	1 855,259	1 900,314	1 914,255	1 929,762	1 981,872	2 072,248	2 074,865	2 077,581	7,7%	0,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	687,582	700,171	711,461	705,370	700,743	723,516	737,302	710,054	718,718	2,6%	1,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	518,723	535,760	550,932	558,500	574,912	594,428	690,033	714,631	712,848	24,0%	-0,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	35,415	36,904	37,006	37,598	37,883	39,830	38,626	39,260	39,087	3,2%	-0,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	132,362	128,520	132,448	135,384	137,084	137,414	118,248	122,350	122,469	-10,7%	0,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	212,020	220,877	233,588	241,244	246,198	255,946	258,823	258,919	256,566	4,2%	-0,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	232,816	233,027	234,879	236,159	232,942	230,738	229,216	229,651	227,893	-2,2%	-0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	416,440	411,536	463,057	491,451	550,746	531,776	462,427	413,103	407,660	-26,0%	-1,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	270,849	278,167	315,029	330,037	373,540	396,331	317,876	285,141	252,948	-32,3%	-11,3%
<i>dont bons de caisse</i>	14,949	13,561	12,924	12,418	12,141	13,673	14,022	13,636	13,347	9,9%	-2,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	130,642	119,808	135,104	148,996	165,065	121,772	130,529	114,326	141,491	-14,3%	23,8%
Epargne à long terme	2 943,304	2 984,363	2 964,187	2 962,625	2 932,241	2 920,490	2 950,682	3 019,556	3 092,686	5,5%	2,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	814,362	823,680	808,923	791,055	769,991	769,858	756,127	746,667	740,191	-3,9%	-0,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	85,853	84,768	82,379	79,135	75,011	72,990	71,139	69,010	67,881	-9,5%	-1,6%
<i>dont actions</i>	187,986	184,824	158,784	151,385	137,648	108,076	108,487	123,918	146,430	6,4%	18,2%
<i>dont obligations</i>	94,488	105,738	119,894	123,164	122,561	141,232	152,204	170,738	179,591	46,5%	5,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	195,807	187,940	170,833	163,682	156,886	147,351	142,505	145,936	153,093	-2,4%	4,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	1 743,065	1 785,201	8,1%	2,4%
<i>dont contrats PERP</i>	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	11,347	11,883	21,4%	4,7%
Autres agents	444,956	454,287	472,797	433,673	437,227	471,333	463,224	441,098	463,764	6,1%	5,1%
Dépôts à vue	102,641	115,510	136,621	100,872	115,298	113,412	131,999	108,502	149,046	29,3%	37,4%
Placements liquides ou à court terme	104,009	101,765	110,905	113,195	110,962	130,945	135,425	125,142	100,882	-9,1%	-19,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	14,140	14,372	14,421	14,004	14,116	14,434	15,525	15,659	15,252	8,0%	-2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	89,869	87,393	96,484	99,191	96,846	116,511	119,900	109,483	85,630	-11,6%	-21,8%
Epargne à long terme	238,306	237,012	225,271	219,606	210,967	226,976	195,800	207,454	213,836	1,4%	3,1%
Total actifs financiers	9 585,501	10 089,105	9 958,287	9 917,750	10 082,992	10 147,986	9 944,378	9 949,788	10 228,419	1,4%	2,8%
Dépôts à vue	2 927,590	3 237,419	2 987,712	2 970,569	2 972,145	3 145,260	2 948,331	2 943,216	3 176,806	6,9%	7,9%
Placements liquides ou à court terme	3 281,067	3 443,277	3 599,358	3 579,492	3 638,883	3 677,162	3 680,080	3 597,318	3 547,745	-2,5%	-1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 834,290	1 870,562	1 915,677	1 929,061	1 944,568	1 997,027	2 088,444	2 091,257	2 094,169	7,7%	0,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	702,840	715,358	726,703	720,035	715,402	738,520	753,301	726,271	735,145	2,8%	1,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	518,836	535,876	551,052	558,644	575,056	594,578	690,229	714,802	713,011	24,0%	-0,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	35,414	36,904	37,006	37,597	37,883	39,829	38,627	39,260	39,085	3,2%	-0,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	132,362	128,520	132,449	135,383	137,085	137,416	118,250	122,350	122,469	-10,7%	0,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	212,021	220,877	233,589	241,243	246,198	255,948	258,822	258,921	256,567	4,2%	-0,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	232,817	233,027	234,878	236,159	232,944	230,736	229,215	229,653	227,892	-2,2%	-0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	1 446,777	1 572,715	1 683,681	1 650,431	1 694,315	1 680,135	1 591,636	1 506,061	1 453,576	-14,2%	-3,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	636,792	656,746	743,425	735,683	800,874	824,439	724,153	716,259	647,081	-19,2%	-9,7%
<i>dont bons de caisse</i>	21,308	17,159	15,858	14,276	13,486	15,772	16,121	14,385	14,498	7,5%	0,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	419,414	393,424	323,245	314,188	-19,7%	-2,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	492,508	501,743	504,811	488,849	488,879	420,510	457,938	452,172	477,809	-2,3%	5,7%
Epargne à long terme	3 376,844	3 408,409	3 371,217	3 367,689	3 471,964	3 325,564	3 315,967	3 409,254	3 503,868	0,9%	2,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	814,363	823,677	808,922	791,055	769,993	769,857	756,127	746,665	740,191	-3,9%	-0,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	85,853	84,770	82,379	79,135	75,011	72,989	71,138	69,011	67,882	-9,5%	-1,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	10,099	9,164	8,689	8,986	9,067	8,607	8,540	8,877	8,416	-7,2%	-5,2%
<i>dont actions</i>	209,037	204,836	175,880	168,803	151,730	122,314	119,339	138,204	163,974	8,1%	18,6%
<i>dont obligations</i>	230,663	247,211	264,008	276,382	425,601	300,965	312,440	339,888	360,311	-15,3%	6,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	472,120	450,502	416,654	398,110	379,485	378,455	336,704	352,197	366,010	-3,6%	3,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	1 743,065	1 785,201	8,1%	2,4%
<i>dont contrats PERP</i>	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	11,347	11,883	21,4%	4,7%

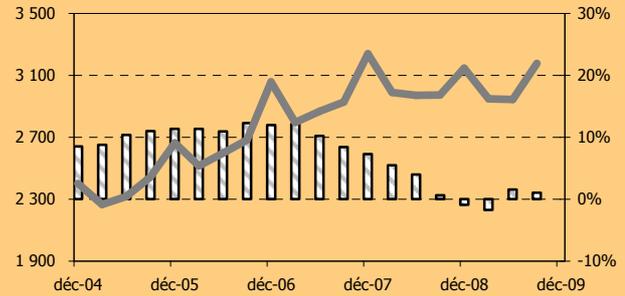
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

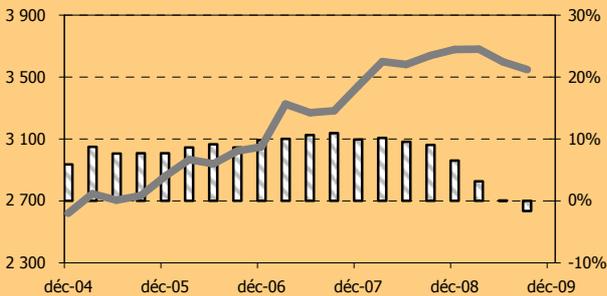
Ensemble des actifs financiers



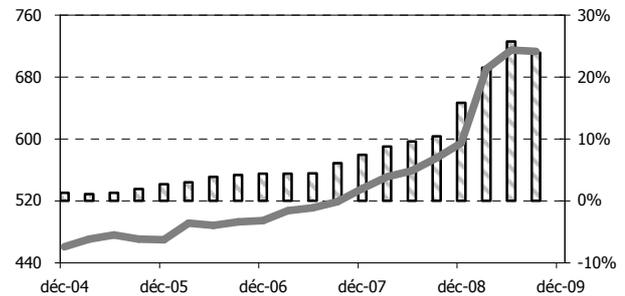
Dépôts à vue



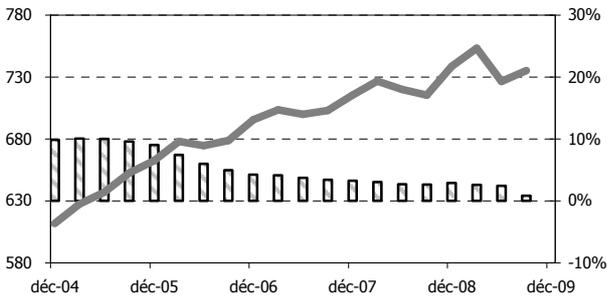
Ensemble des placements liquides ou à court terme



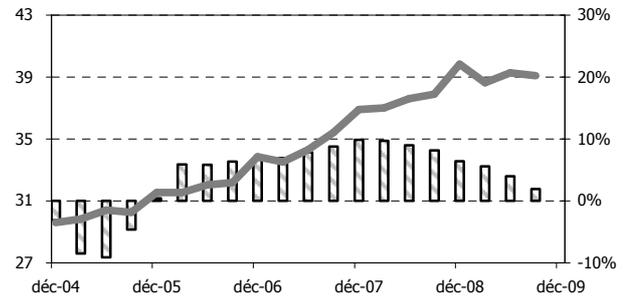
Livrets 'A'



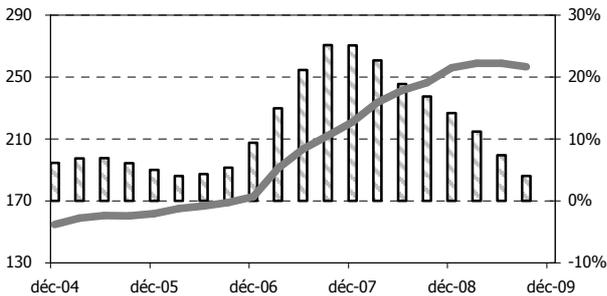
Livrets ordinaires



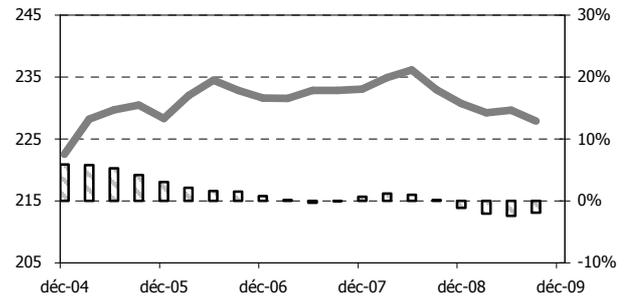
Livrets jeunes



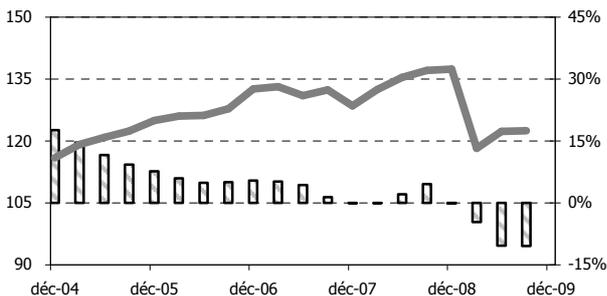
Livrets de développement durable



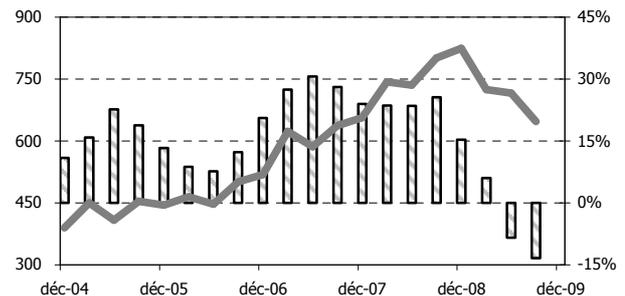
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire

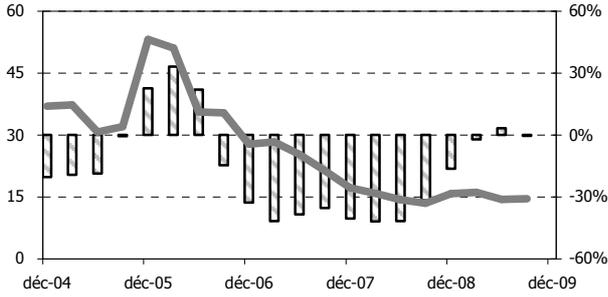


Dépôts à terme

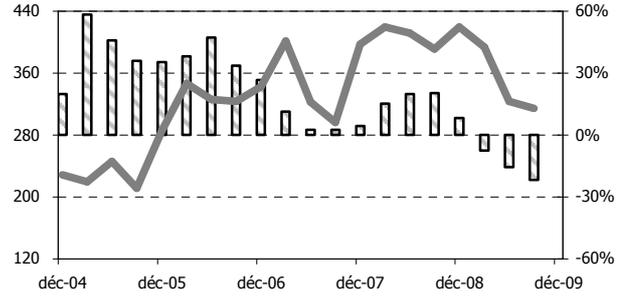


Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

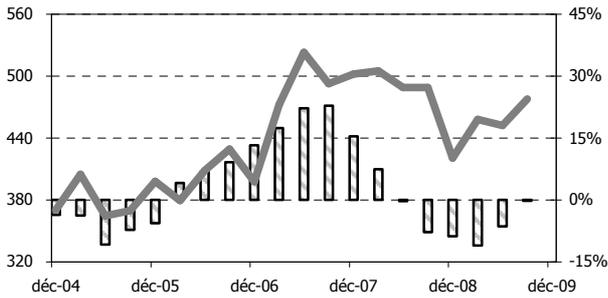
Bons de caisse et bons d'épargne



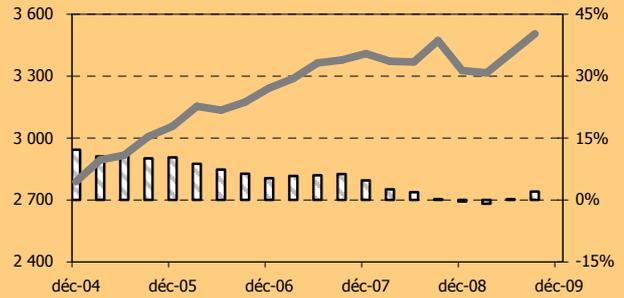
Certificats de dépôts négociables



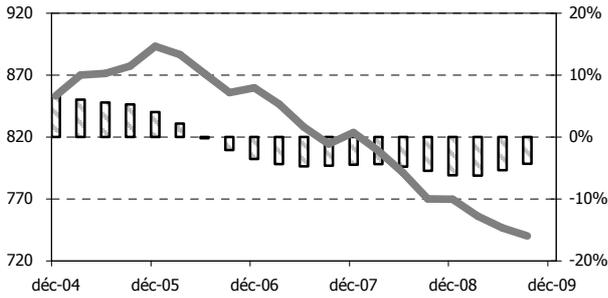
OPCVM monétaires



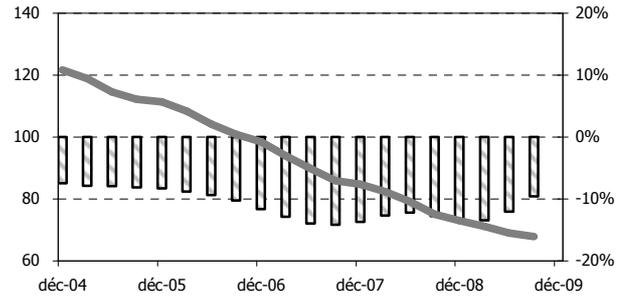
Epargne à long terme



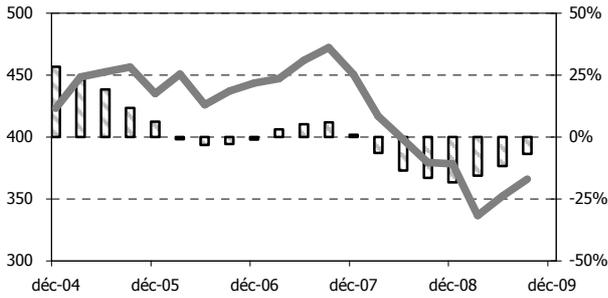
Plans d'épargne logement



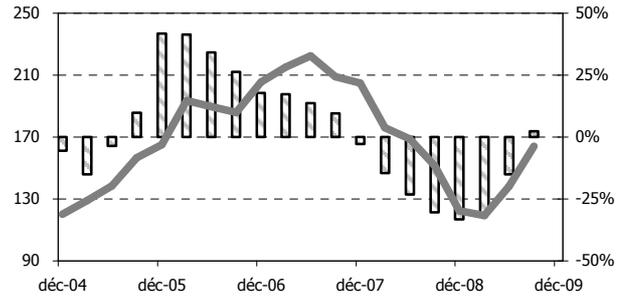
Plans d'épargne populaire



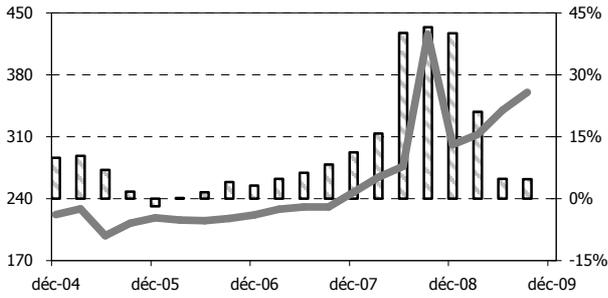
OPCVM titres en portefeuille titres



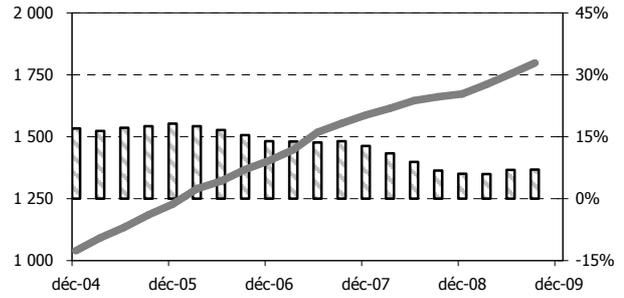
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



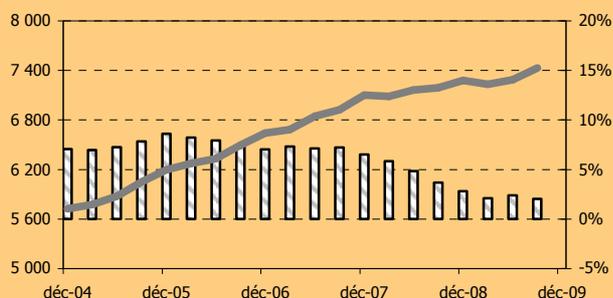
Assurance-vie



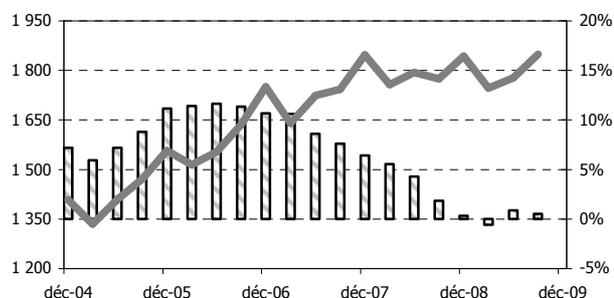
Les placements des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

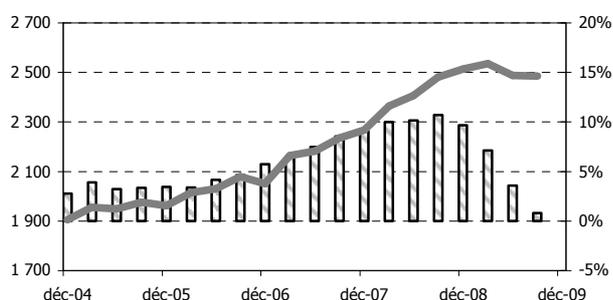
Ensemble des actifs financiers des ménages



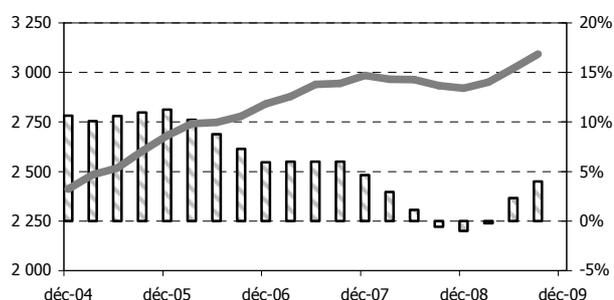
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides des ménages



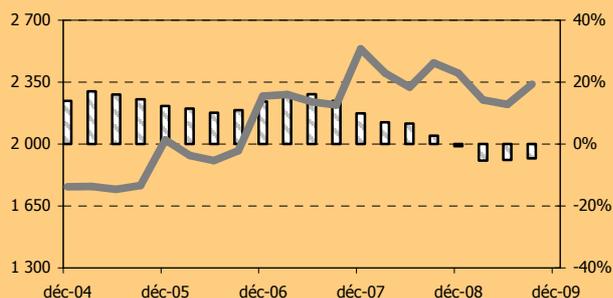
Epargne à long terme des ménages



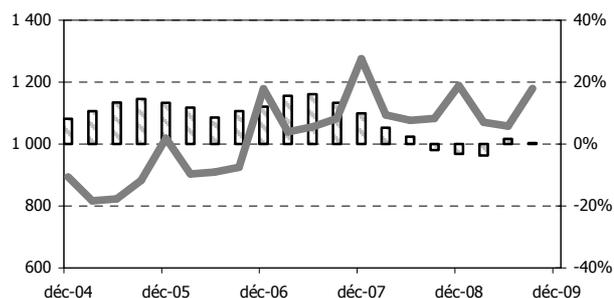
Les disponibilités des sociétés non financières

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

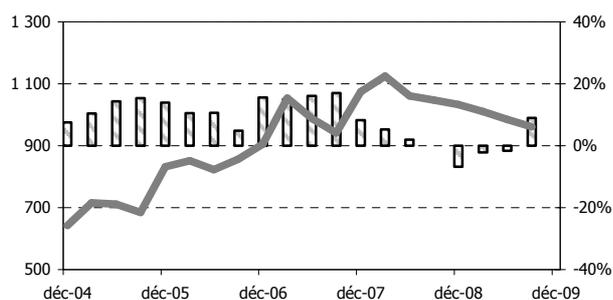
Ensemble des actifs financiers des sociétés non financières



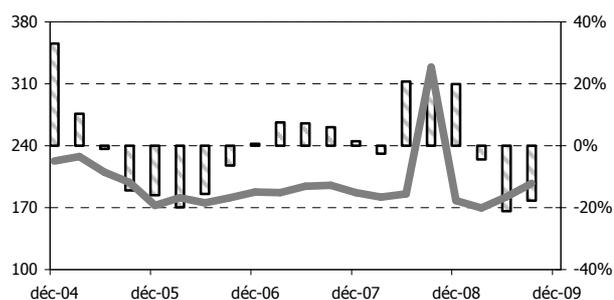
Dépôts à vue des sociétés non financières



Placements liquides des sociétés non financières



Epargne à long terme des sociétés non financières



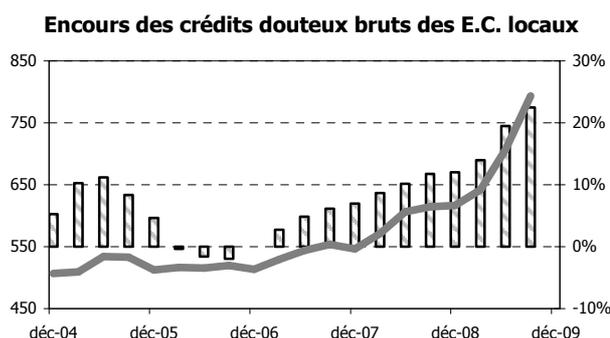
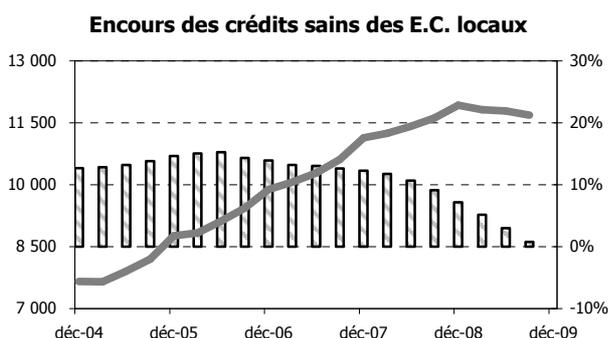
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations		
	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	1 an	1 trim	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	1 124,881	1 155,654	1 121,469	1 206,549	1 263,323	1 331,429	1 212,385	1 181,898	1 109,640	-12,2%	-6,1%	
Créances commerciales	140,430	152,888	118,353	134,631	129,582	155,662	111,717	115,806	107,145	-17,3%	-7,5%	
Crédits de trésorerie	597,519	582,992	618,590	641,160	691,191	716,098	693,324	639,710	600,750	-13,1%	-6,1%	
(dt) Entrepreneurs individuels	117,114	115,248	117,227	115,353	115,039	117,583	112,733	108,051	106,484	-7,4%	-1,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	258,599	277,983	261,869	292,765	300,391	284,141	261,274	275,790	251,103	-16,4%	-9,0%	
Affacturage	128,333	141,791	122,657	137,993	142,159	175,528	146,070	150,592	150,642	6,0%	0,0%	
Crédits d'investissement	2 636,236	2 739,789	2 813,642	2 793,808	2 838,401	2 921,793	2 927,564	2 876,243	2 855,818	0,6%	-0,7%	
Crédits à l'équipement	2 356,845	2 480,486	2 500,852	2 510,335	2 539,964	2 615,095	2 624,796	2 582,333	2 571,867	1,3%	-0,4%	
(dt) Entrepreneurs individuels	229,485	224,845	215,537	211,458	212,932	210,348	202,149	197,266	195,031	-8,4%	-1,1%	
Crédit-bail	279,391	259,303	312,790	283,473	298,437	306,698	302,768	293,910	283,951	-4,9%	-3,4%	
Crédits à l'habitat	729,085	798,074	814,528	834,727	860,444	895,406	903,195	877,684	886,044	3,0%	1,0%	
Autres crédits	52,504	59,770	55,437	55,836	62,483	55,475	72,100	69,758	74,360	19,0%	6,6%	
Encours sain	4 542,706	4 753,287	4 805,076	4 890,920	5 024,651	5 204,103	5 115,244	5 005,583	4 925,862	-2,0%	-1,6%	
Ménages												
Crédits à la consommation	1 637,096	1 655,381	1 647,641	1 667,203	1 690,226	1 668,513	1 642,191	1 622,833	1 612,338	-4,6%	-0,6%	
Crédits de trésorerie	1 515,022	1 541,583	1 522,788	1 544,879	1 565,450	1 546,868	1 517,617	1 500,088	1 493,785	-4,6%	-0,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	47,614	45,921	47,515	46,536	47,817	41,249	44,254	42,784	39,976	-16,4%	-6,6%	
Crédit-bail	74,460	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	79,961	78,577	2,1%	-1,7%	
Crédits à l'habitat	3 659,807	3 817,180	3 848,339	3 908,108	3 988,408	4 086,994	4 091,086	4 128,400	4 145,205	3,9%	0,4%	
Autres crédits	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	2,039	2,038	-7,5%	0,0%	
Encours sain	5 298,745	5 475,108	5 499,339	5 577,905	5 680,837	5 757,656	5 735,448	5 753,272	5 759,581	1,4%	0,1%	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	47,942	30,531	38,536	19,517	26,349	32,250	11,853	13,823	22,322	-15,3%	61,5%	
Crédits de trésorerie	47,650	28,194	36,262	16,851	23,944	28,233	9,465	10,305	20,379	-14,9%	97,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	3,518	1,943	n.s.	-44,8%	
Crédits d'investissement	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	580,571	568,668	3,3%	-2,1%	
Crédits à l'équipement	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	580,296	568,404	3,2%	-2,0%	
Autres crédits	1,291	2,479	3,305	4,053	2,155	2,416	4,990	5,424	6,076	181,9%	12,0%	
Encours sain	467,370	630,875	619,899	580,209	579,185	586,934	593,445	601,318	598,566	3,3%	-0,5%	
Autres agents												
Encours sain	301,798	279,289	316,607	338,463	355,082	376,436	363,557	415,742	391,519	10,3%	-5,8%	
TOTAL												
Encours sain	10 610,619	11 138,559	11 240,921	11 387,497	11 639,755	11 925,129	11 807,694	11 775,915	11 675,528	0,3%	-0,9%	
Créances douteuses brutes	553,739	546,758	571,538	606,552	614,569	616,983	641,987	751,749	793,389	29,1%	5,5%	
Créances douteuses nettes	186,954	191,696	201,436	222,158	234,543	233,318	237,089	273,545	302,597	29,0%	10,6%	
(dt) Entreprises	111,887	110,214	110,563	127,214	138,428	161,849	142,086	159,812	179,520	29,7%	12,3%	
(dt) Ménages	74,660	81,027	88,522	92,771	94,035	69,414	82,030	98,009	107,831	14,7%	10,0%	
Provisions	366,785	355,062	370,102	384,394	380,026	383,665	404,898	478,204	490,792	29,1%	2,6%	
Encours brut total	11 164,358	11 685,317	11 812,459	11 994,049	12 254,324	12 542,112	12 449,681	12 527,664	12 468,917	1,8%	-0,5%	
Taux de créances douteuses	5,0%	4,7%	4,8%	5,1%	5,0%	4,9%	5,2%	6,0%	6,4%	1,3 pt	0,4 pt	
Taux de provisionnement	66,2%	64,9%	64,8%	63,4%	61,8%	62,2%	63,1%	63,6%	61,9%	0,0 pt	-1,8 pt	

L'évolution de l'endettement des agents économiques

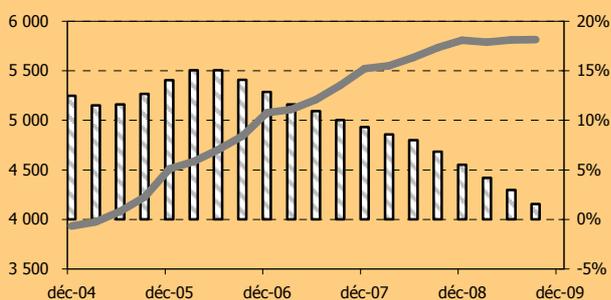
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



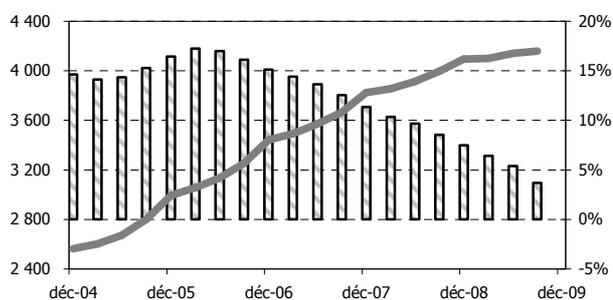
L'endettement des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

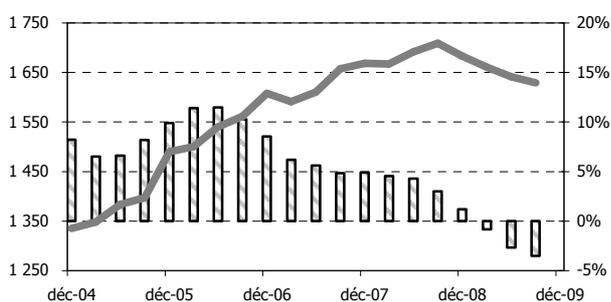
Ensemble des encours sains aux ménages



Crédits à l'habitat aux ménages



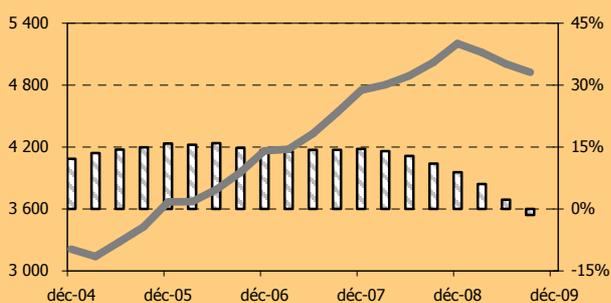
Crédits à la consommation des ménages



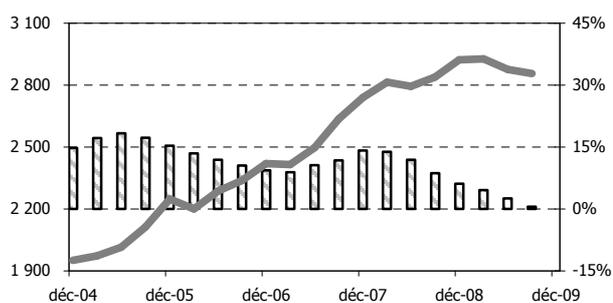
L'endettement des entreprises

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

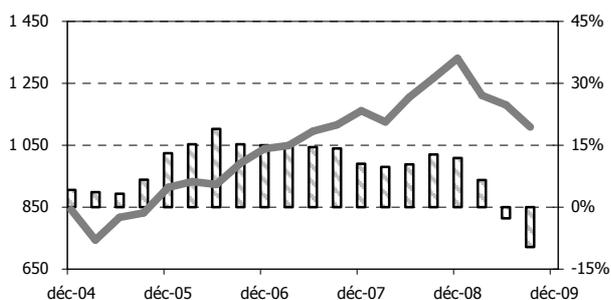
Ensemble des encours sains aux entreprises



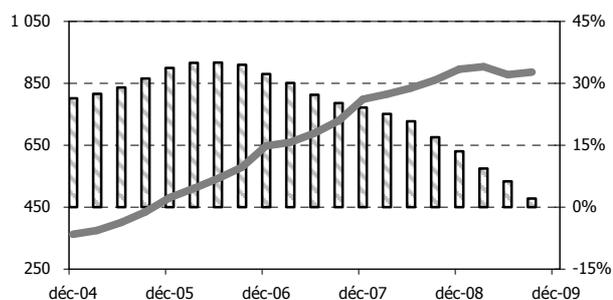
Crédits d'investissement des entreprises



Crédits d'exploitation des entreprises



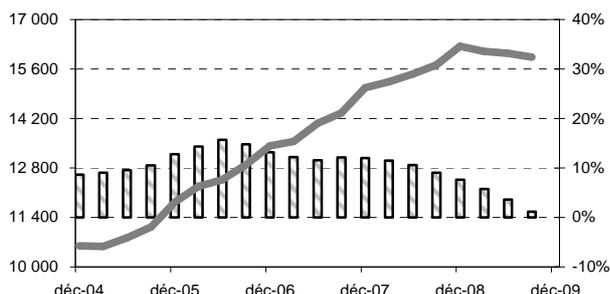
Crédits à l'habitat des entreprises



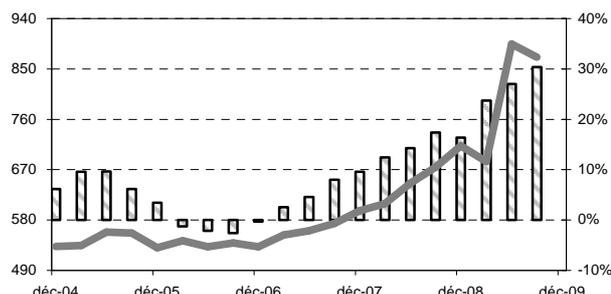
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 169,008	1 195,409	1 170,000	1 256,676	1 305,972	1 416,280	1 267,957	1 231,629	1 158,708	-11,3%	-5,9%
<i>Créances commerciales</i>	142,395	154,861	119,923	136,644	131,610	158,352	113,084	118,611	108,944	-17,2%	-8,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	618,424	593,592	636,398	665,274	705,928	769,853	718,019	661,379	630,309	-10,7%	-4,7%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	118,245	116,699	118,942	116,803	116,463	118,952	113,938	109,048	107,405	-7,8%	-1,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	265,095	288,100	276,645	301,265	310,970	296,374	280,031	290,066	258,915	-16,7%	-10,7%
<i>Affacturage</i>	143,094	158,856	137,034	153,493	157,464	191,701	156,823	161,573	160,540	2,0%	-0,6%
Crédits d'investissement	3 116,424	3 221,279	3 353,833	3 360,758	3 412,794	3 505,809	3 510,372	3 346,320	3 305,957	-3,1%	-1,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 680,092	2 801,400	2 879,327	2 924,513	2 953,541	3 033,316	3 035,311	2 876,998	2 846,367	-3,6%	-1,1%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	265,721	261,970	253,207	250,973	254,672	250,341	244,234	238,120	235,965	-7,3%	-0,9%
<i>Crédit-bail</i>	436,332	419,879	474,506	436,245	459,253	472,493	475,061	469,322	459,590	0,1%	-2,1%
Crédits à l'habitat	2 552,179	2 652,189	2 661,169	2 679,166	2 697,956	2 750,522	2 757,497	2 749,521	2 772,714	2,8%	0,8%
Autres crédits	53,093	60,345	55,988	56,349	62,971	55,936	72,534	70,164	74,739	18,7%	6,5%
Encours sain	6 890,704	7 129,222	7 240,990	7 352,949	7 479,693	7 728,547	7 608,360	7 397,634	7 312,118	-2,2%	-1,2%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 701,937	1 720,891	1 712,645	1 732,128	1 756,217	1 733,818	1 706,392	1 687,020	1 677,041	-4,5%	-0,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 579,811	1 606,658	1 587,699	1 609,698	1 631,325	1 612,048	1 581,684	1 564,064	1 558,279	-4,5%	-0,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,666	46,356	47,608	46,642	47,933	41,374	44,388	42,995	40,185	-16,2%	-6,5%
<i>Crédit-bail</i>	74,460	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	79,961	78,577	2,1%	-1,7%
Crédits à l'habitat	3 951,480	4 130,491	4 172,373	4 247,961	4 341,936	4 455,067	4 462,770	4 556,933	4 581,067	5,5%	0,5%
Autres crédits	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	2,161	2,141	-2,8%	-0,9%
Encours sain	5 655,259	5 853,929	5 888,377	5 982,683	6 100,356	6 191,034	6 171,333	6 246,114	6 260,249	2,6%	0,2%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	56,529	43,531	56,305	49,340	41,899	37,000	16,553	15,523	23,322	-44,3%	50,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	56,237	41,194	54,031	46,674	39,494	32,983	14,165	12,005	21,379	-45,9%	78,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	3,518	1,943	n.s	-44,8%
Crédits d'investissement	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	1 791,271	1 765,517	9,6%	-1,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	1 790,996	1 765,253	9,6%	-1,4%
Crédits à l'habitat	0,126	0,112	0,106	0,100	0,094	0,089	1,589	1,500	1,500	n.s	n.s
Autres crédits	5,199	5,051	5,267	5,310	2,905	2,460	5,015	5,443	6,076	109,2%	11,6%
Encours sain	1 397,897	1 723,710	1 695,559	1 670,603	1 655,486	1 774,494	1 798,458	1 813,737	1 796,415	8,5%	-1,0%
Autres agents											
Encours sain	406,374	360,469	410,742	445,200	480,791	545,602	527,641	582,757	561,725	16,8%	-3,6%
TOTAL											
Encours sain	14 350,234	15 067,330	15 235,668	15 451,435	15 716,326	16 239,677	16 105,792	16 040,242	15 930,507	1,4%	-0,7%
Créances douteuses brutes	573,869	596,551	609,422	645,460	674,224	712,188	684,241	894,424	871,238	29,2%	-2,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	206,692	241,163	238,994	260,910	294,042	328,523	279,343	412,050	376,276	28,0%	-8,7%
(dt) <i>Entreprises</i>	123,395	130,655	131,786	146,914	157,610	196,115	173,648	195,559	236,381	50,0%	20,9%
(dt) <i>Ménages</i>	80,604	86,406	93,967	97,655	99,558	74,750	87,777	104,343	114,347	14,9%	9,6%
Provisions	367,177	355,388	370,428	384,550	380,182	383,665	404,898	482,374	494,962	30,2%	2,6%
Encours brut total	14 924,103	15 663,881	15 845,090	16 096,895	16 390,550	16 951,865	16 790,033	16 934,666	16 801,745	2,5%	-0,8%
Taux de créances douteuses	3,8%	3,8%	3,8%	4,0%	4,1%	4,2%	4,1%	5,3%	5,2%	1,1 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	64,0%	59,6%	60,8%	59,6%	56,4%	53,9%	59,2%	53,9%	56,8%	0,4 pt	2,9 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



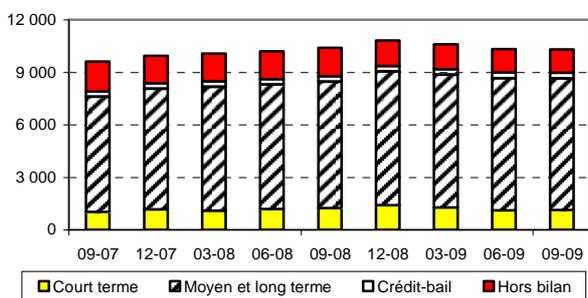
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



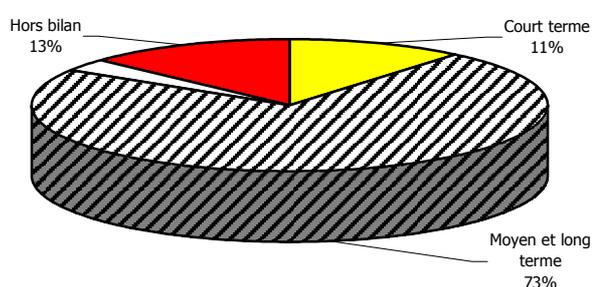
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

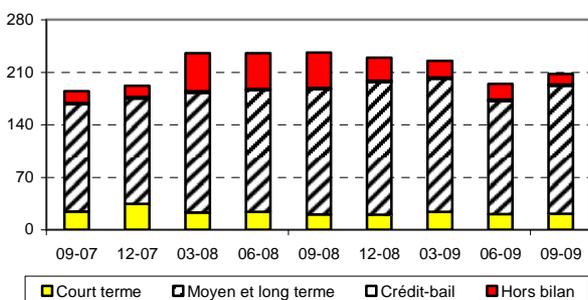


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2009

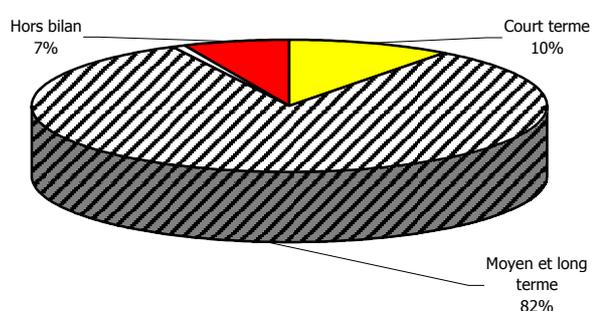


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

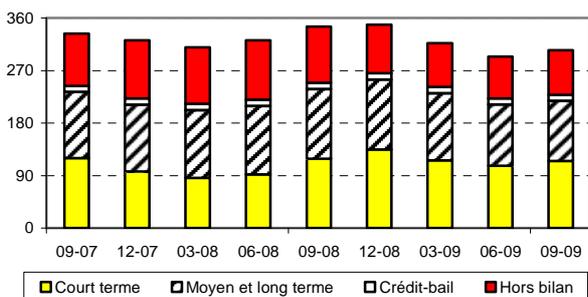


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2009

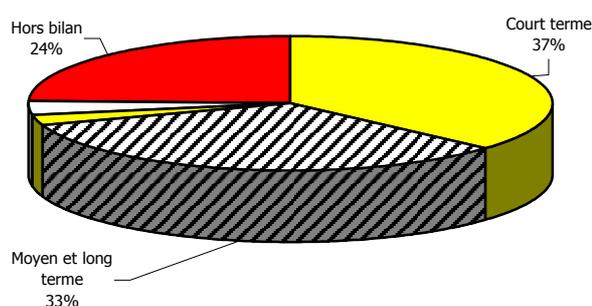


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

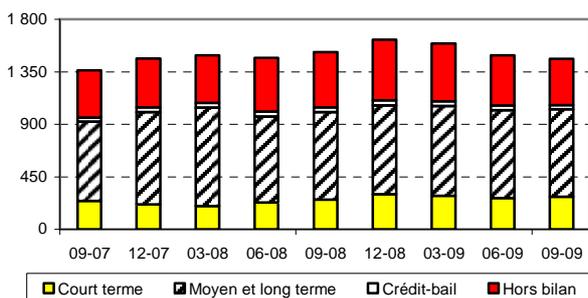


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2009

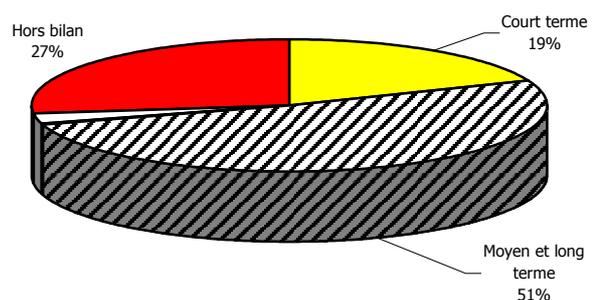


Risques bancaires sur le secteur de la construction

Risques en millions d'€

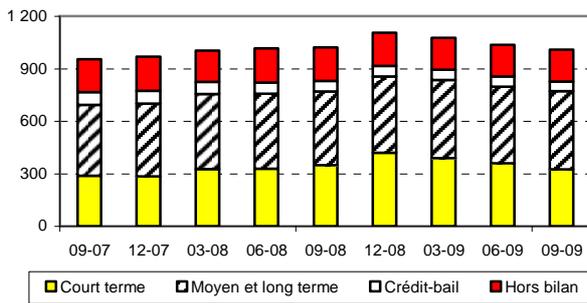


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2009

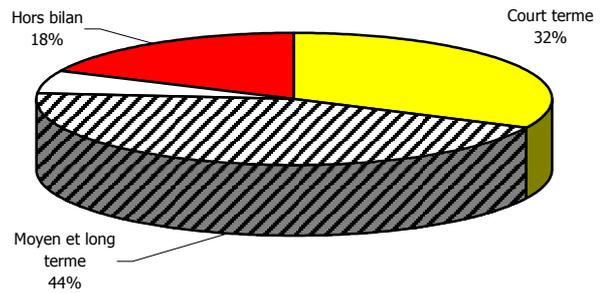


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'€

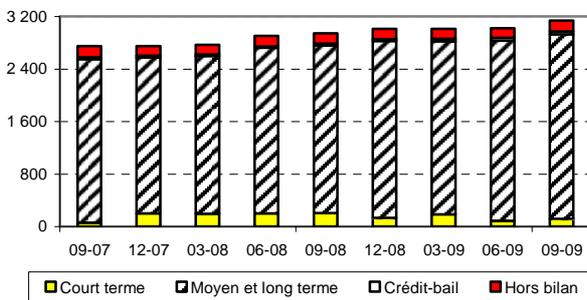


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2009

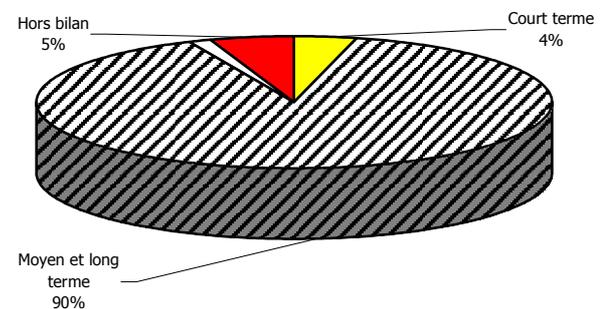


Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières

Risques en millions d'€

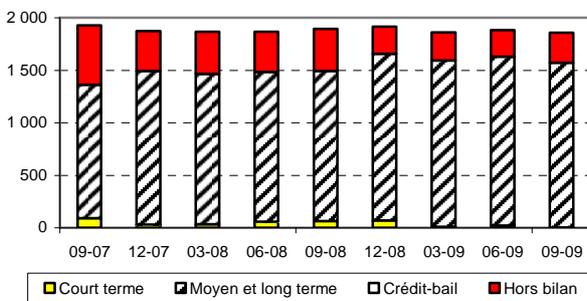


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2009

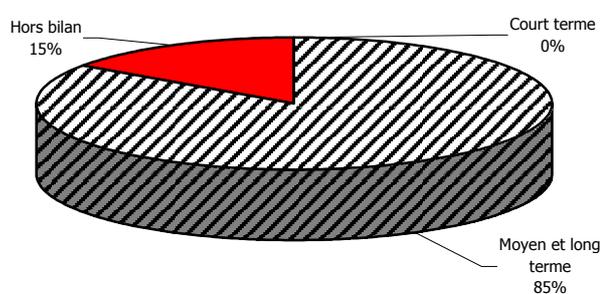


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'€

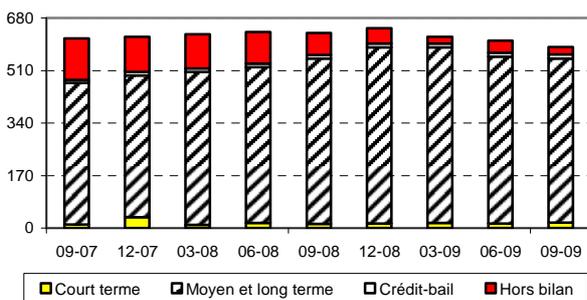


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2009

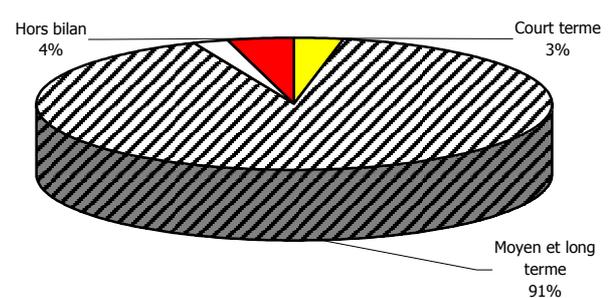


Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale

Risques en millions d'€



Répartition des risques par secteur à fin septembre 2009



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

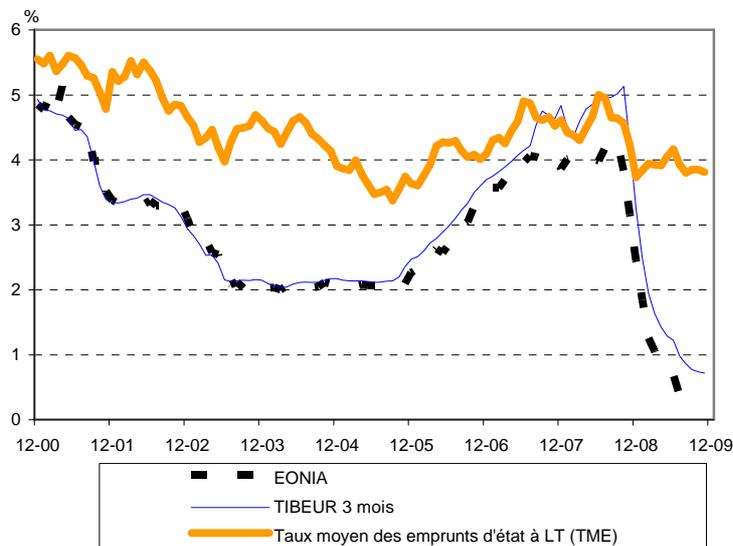
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/05/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009)	1,75%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
1,25%	1,25%	1,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	0,75%	

* Hors prime d'état

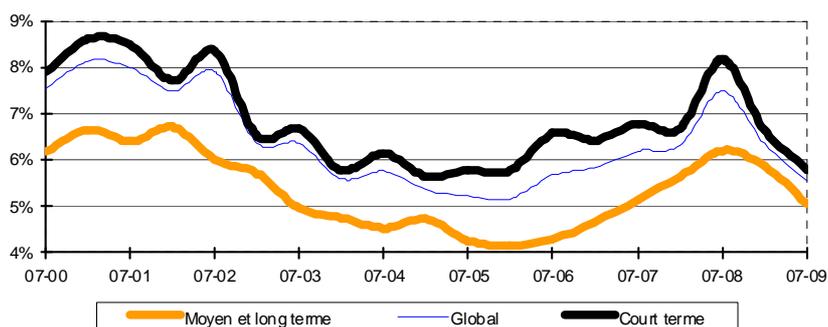
Taux d'intérêt légal	
Année 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
Année 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-08	janv-09	juil-09
Court terme	8,17%	6,64%	5,79%
. Escompte	7,86%	6,71%	4,22%
. Découvert	9,55%	7,22%	9,48%
. Autres CT	6,67%	5,66%	3,46%
Moyen et long terme	6,20%	5,87%	5,06%
Taux moyen pondéré global	7,48%	6,36%	5,53%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		avr-08	juil-08	oct-08	janv-09	avr-09	juil-09	oct-09
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%
	- Prêts à taux variable	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%
	- Prêts relais	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%	9,20%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%	20,20%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

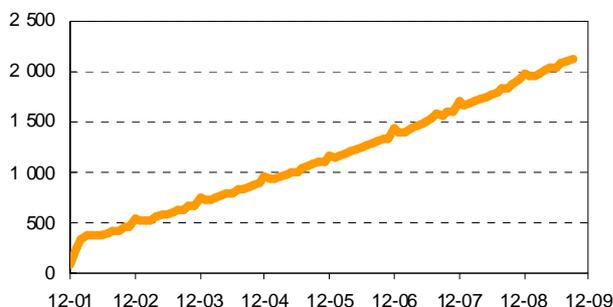
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

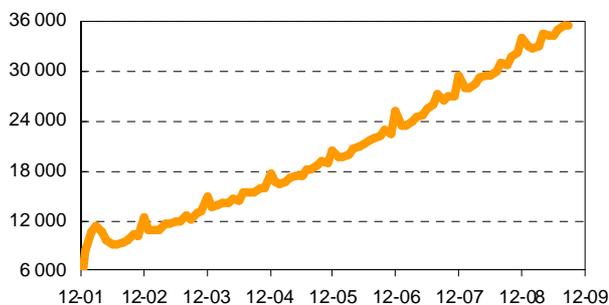
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin septembre 2009)

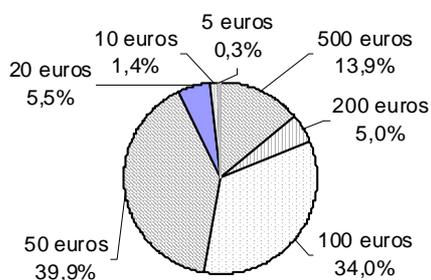
en valeur (en millions d'€)



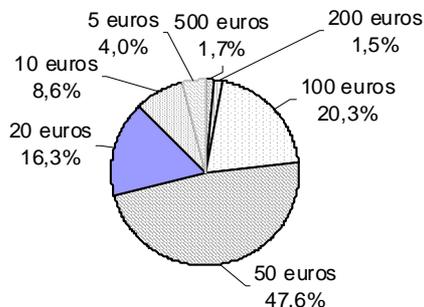
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur à fin septembre 2009



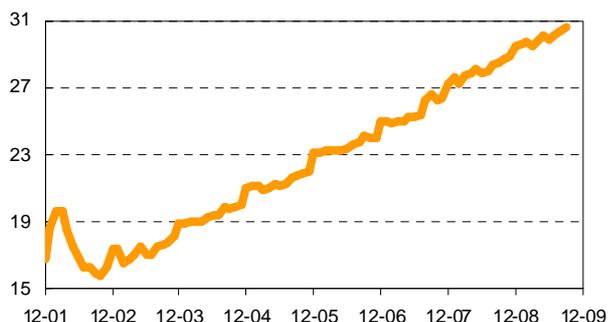
Répartition par quantité à fin septembre 2009



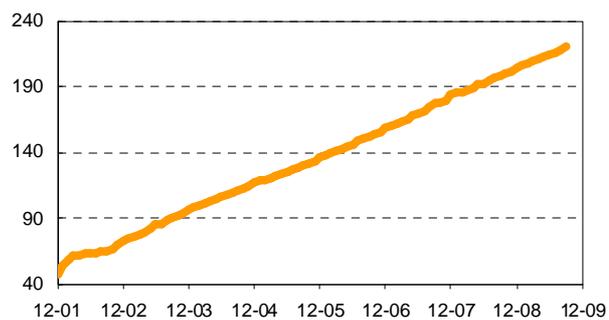
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin septembre 2009)

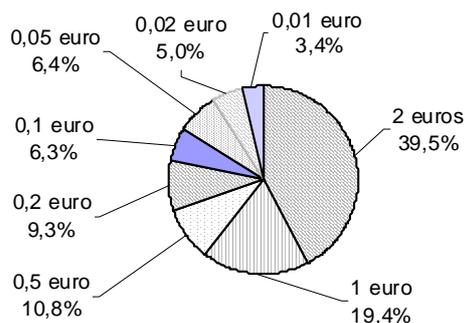
en valeur (en millions d'€)



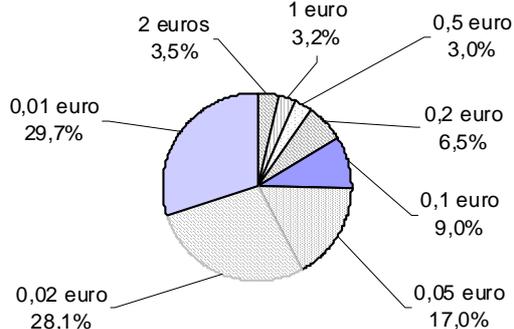
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin septembre 2009



Répartition par quantité à fin septembre 2009



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 29 décembre 2009
Dépôt légal N° 141 – Décembre 2009